



Tarifications bancaires : décisions du CCSF

Faisant suite au rapport de propositions sur les tarifs bancaires de MM. Georges Pauget et Emmanuel Constans, le Comité consultatif du secteur financier (CCSF) a pris, lors de sa réunion du 21 septembre 2010, un certain nombre de mesures pour des tarifs bancaires plus justes et plus équilibrés.

1 – Renforcer la lisibilité, la transparence, la comparabilité et le suivi des tarifs bancaires

A partir du 1^{er} janvier 2011, une liste standard de 10 tarifs figurera en tête des nouvelles plaquettes tarifaires et, à partir du 30 juin 2011, les banques feront figurer le total mensuel des frais bancaires dans les relevés mensuels de compte. Le CCSF assurera une nouvelle mission d'observatoire des tarifs bancaires et remettra son premier rapport en septembre 2011.

2 – Ouvrir la voie à des moyens de paiement plus modernes

Les banques ont pris l'engagement de poursuivre la diffusion active de la carte à autorisation systématique et de proposer une initiative sur le virement de proximité pouvant se substituer au chèque. Le CCSF lancera des travaux pour l'évolution du TIP et une étude sur l'utilisation du chèque.

3 – Améliorer le fonctionnement des forfaits

Les banques se sont engagées à : mieux détailler le contenu des forfaits dans les plaquettes tarifaires et lors de la souscription, garantir que les forfaits présentent toujours un avantage tarifaire par rapport à l'offre à la carte, mettre en place une nouvelle génération de forfaits personnalisables par le client. Le CCSF dressera un état des lieux avant le 1^{er} juin 2011.

4 – Prévenir les incidents de paiement et leur impact pour les consommateurs

Pour les clientèles fragiles, les banques se sont engagées à : intégrer dans toutes les offres bancaires de gammes de paiement alternatifs (GPA) un nombre minimum d'alertes sur le niveau du solde (mise en place du dispositif courant 2011), intégrer dans les offres de GPA un tarif limité pour les frais d'incident, notamment les commissions d'intervention qui seront divisées par deux par rapport au tarif actuel ou à un niveau plus modeste, proposer d'ici fin 2010 une solution transitoire permettant au minimum de limiter la perception de ces frais dans le cadre de la GPA existante.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Comité de Bâle

Le Comité de Bâle a annoncé le 12 septembre 2010 un notable renforcement des exigences de fonds propres et entériné sans réserve les accords auxquels il était parvenu le 26 juillet 2010. Ces modifications, de même que l'adoption d'une norme de liquidité forment un élément essentiel du programme de réforme financière qui sera présenté au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du G20, à Séoul, en novembre prochain.

Autorité de la concurrence

L'Autorité de la concurrence a sanctionné 11 banques françaises à hauteur de 384,9 millions d'euros pour infraction aux règles de la concurrence en instaurant des commissions interbancaires non justifiées lors du passage à la dématérialisation du traitement des chèques (Echange Images-Chèques). Elle a également sanctionné ces mêmes banques pour avoir appliqué deux commissions interbancaires pour services connexes (dites AOCT, annulation d'opérations compensées à tort).

Projet de loi de finances pour 2011

Les crédits de la mission outre-mer s'élèvent à 1,45 milliard d'euros en autorisations d'engagement et à 1,46 milliard d'euros en crédits de paiement. Le projet de loi de finances comprend deux axes : l'emploi et les conditions de vie outre-mer.

Les crédits de la mission sont projetés respectivement à 1,26 milliard d'euros en autorisations d'engagement et 1,28 milliard en crédits de paiement en 2012 et 1,25 milliard en autorisations de paiement et 1,19 milliard en crédits de paiement en 2013.

Publication au Journal Officiel de la République

Renforcement de la solidité des banques et contrôle des risques

L'arrêté de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi du 25 août 2010 modifiant diverses dispositions réglementaires relatives au contrôle prudentiel des établissements de crédit et des entreprises d'investissement a été publié au Journal Officiel de la République du 24 septembre 2010.

Publications

1 - Microcrédit

L'Observatoire de la microfinance, présidé par Michel Camdessus, a publié son deuxième rapport annuel. Le Rapport souligne l'intérêt croissant suscité par la microfinance en France, la prise de conscience au sein de la profession bancaire pour faciliter l'accès au crédit ainsi que le rôle majeur joué par les pouvoirs publics dans la promotion de ce moyen de financement, notamment par l'intermédiaire de la Caisse des dépôts et consignations. Ce développement va de pair avec l'apparition de nouveaux risques et un renforcement de la régulation est indispensable.

Le rapport est disponible en téléchargement sur : <http://www.banque-france.fr/fr/instit/telechar/services/microfinance-2009.pdf>

2 - Epargne réglementée

Evolution de l'épargne réglementée depuis la généralisation de la distribution du livret A. L'article rédigé par Antoine Mérieux, Secrétaire général de l'Observatoire de l'épargne réglementée, et Alice de Charrette (Banque de France) a été publié dans le n° 181 du Bulletin de la Banque de France du 3^e trimestre 2010.

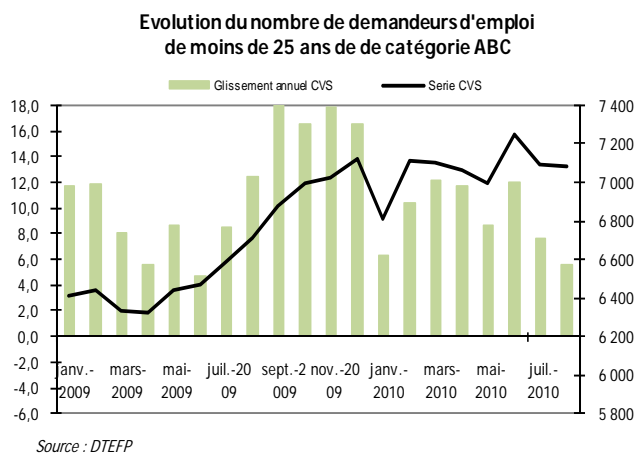
Le document est téléchargeable sur : <http://www.banque-france.fr/fr/publications/bulletin/bul181.htm>

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

Le niveau élevé de chômage n'épargne pas les jeunes

A fin août 2010, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'élève à 52 580 en Guadeloupe et dans les Iles du Nord. Il enregistre une hausse de 0,5 % par rapport au mois précédent. En glissement annuel, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a augmenté de 6,2 %, soit 3 070 chômeurs de plus.

Cette détérioration du marché du travail affecte notamment les jeunes. Malgré une relative stagnation au mois d'août 2010 (-0,1 % en variation mensuelle), le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans de toutes catégories (ABC) s'élève à 7 080 en août 2010 contre 6 710 un an plus tôt : ce nombre s'inscrit en hausse respective de 5,5 % et de 18,6 % par rapport à août 2009 et août 2008. La baisse de 13 % du nombre de bénéficiaires des mesures de soutien à l'insertion destinées aux jeunes enregistrée en 2009 n'est pas sans lien avec l'évolution du marché du travail de cette catégorie d'actifs.

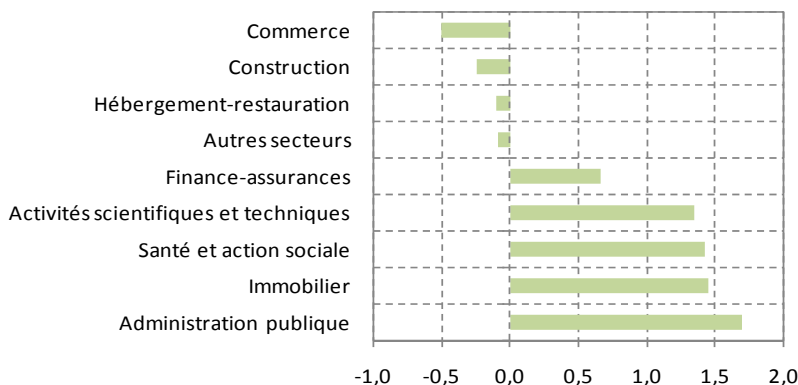


Les collectivités locales, principal soutien de l'activité de crédit à fin juillet

A fin juillet 2010, l'encours des crédits déclarés au Service central des risques de la Banque de France sur des contreparties de Guadeloupe s'élève à 4,32 milliards d'euros. Sur un an, il augmente de 5,6 % (+231,1 millions €), soit un taux inférieur de 1,4 point à celui observé en 2009.

Reflète de l'attentisme des entreprises, l'encours de crédit des principaux secteurs d'activité accuse une baisse (-5,3 % pour le commerce, -6,4 % pour la construction, -6 % pour l'hébergement-restauration). A l'inverse, les entreprises exerçant dans la « santé et l'action sociale » et les « activités scientifiques et techniques » (comprenant notamment les cabinets d'ingénierie et d'études liées à la construction) accroissent leur recours au crédit, les encours progressant de respectivement 22,8 % et 8,5 % (soit +58,3 millions € et +55,3 millions €). Les collectivités locales apparaissent pour leur part comme le principal soutien de l'activité de crédit en Guadeloupe en 2010, avec un encours en progression de 12,9 % (+69,5 millions €) sur un an.

Contribution (en points) des secteurs d'activités à la croissance annuelle de l'encours de crédits à fin juillet 2010 (+5,6%)



En variation trimestrielle, l'encours de crédit demeure atone (+1,1 %, après +1,6 % au trimestre précédent), malgré une croissance notable des crédits en faveur des entreprises de la construction (+4,8 % ; +6,6 millions €).

Publication : Panorama de la Guadeloupe

L'edom Guadeloupe a publié une nouvelle note expresse intitulée « Panorama de la Guadeloupe ». Cette note présente les principales caractéristiques structurelles et économiques de l'île et dresse un panorama de l'économie pour l'année 2009. Elle fournit des données de cadrage macroéconomique et une présentation des secteurs clés de l'économie tels que le BTP et le tourisme. Une partie est consacrée à l'analyse de l'activité bancaire.

La note expresse « Panorama » est déclinée pour les différentes géographies de la zone d'intervention de l'edom. Le bulletin trimestriel de conjoncture économique portant sur le deuxième trimestre 2010 est également paru. Vous pouvez vous procurer ces publications en les téléchargeant gratuitement sur notre site internet : <http://www.iedom.fr>.

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Une journée Outre-mer développement à Paris

Le 4 septembre 2010, a été organisée par l'association Outre-mer développement la journée Outre-mer développement à Paris. Cette manifestation a réuni de nombreux acteurs du monde économique et social ultramarin. Le thème de cette seconde édition était : « 2010 : décalage ou décollage ? ».

Une pièce de 10 euros « argent » aux contours de l'archipel de la Guadeloupe

Dans le cadre d'une nouvelle collection baptisée « les euros des régions », une nouvelle pièce d'une valeur de dix euros a été créée et a cours légal sur l'ensemble du territoire français. Le nom et les contours des régions à l'honneur apparaissent côté pile de ces pièces.

Carburants : baisse des prix et mesures compensatoires pour les compagnies pétrolières

Le Préfet de Guadeloupe a signé un nouvel arrêté relatif aux prix de certains produits pétroliers. Depuis le 6 septembre 2010, les prix maximum de vente à la pompe au consommateur sont fixés à 1,32 euro pour le Super Sans Plomb et à 1,17 euro pour le Gazole. Par ailleurs, suite au gel des prix des carburants dans les DOM de novembre 2009 à août 2010, le gouvernement devrait verser un nouveau chèque compensatoire de 81 millions d'euros aux compagnies pétrolières.

L'illettrisme : un problème de taille en Guadeloupe

Selon l'Enquête Information et Vie Quotidienne publiée récemment par l'INSEE, un guadeloupéen sur cinq est en situation d'illettrisme. Les aînés sont certes plus touchés mais les jeunes ne sont pas épargnés : parmi les 16-29 ans, une personne sur six rencontre de sérieuses difficultés dans un des domaines fondamentaux de l'écrit.

ACTUALITE REGIONALE

Elections à Sint-Maarten : le parti « National Alliance » obtient le plus grand nombre de sièges

Les élections du 17 septembre visent à élire les 15 représentants qui deviendront les membres du premier Parlement de Sint-Maarten, élus pour quatre ans. Le parti « National Alliance » a obtenu 7 sièges, les partis « United Party » et « Democratic Party » respectivement 6 et 2 sièges. Ces 15 parlementaires nommeront les 7 ministres qui composeront le gouvernement de Sint-Maarten, lequel prendra officiellement la gestion des affaires à partir du 10 octobre.

PRINCIPAUX INDICATEURS

	LES INDICATEURS DE REFERENCE	Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix (Source : INSEE)	Indice des prix à la consommation France Août 2010	123,6	0,7 %	3,8 %
Chômage (Source : DDTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A) Août 2010	52 580	0,5 %	6,2 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations - (en M€) Importations - (en M€) Cumul à fin Juillet 2010	95 1 193	- -	-9,0 % 8,2 %
Energie (Source : EDF)	Consommation d'électricité moyenne tension - GWh Août 2010 Cumul annuel	35 317	-20,7 % -	-5,2 % 10,0 %

	LES INDICATEURS DE VULNERABILITE	Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Ménages (Source : IEDOM)	Nombre de personnes physiques en interdit bancaire Août 2010	21 898	-0,9 %	-7,5 %
	Nombre de retraits de cartes bancaires Août 2010	483	0,2 %	4,8 %
	Cumul annuel	4 024	-	25,6 %
	Nombre de dossiers de surendettement déposés Septembre 2010	26	85,7 %	13,0 %
	Cumul annuel	222	-	4,7 %
Entreprises (Source : IEDOM)	Incidents de paiement sur effet - Montant en milliers € Septembre 2010	926	19,9 %	-20,5 %
	Cumul annuel	11 956	-	-17,3 %
	- Nombre Septembre 2010	112	5,7 %	-26,3 %
	Cumul annuel	1 110	-	-16,2 %

	LES INDICATEURS SECTORIELS	Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbe)	Nombre de passagers - (entrées + sorties) Août 2010	207 235	6,7 %	2,9%
	Cumul annuel	1 310 505	-	7,6 %
Trafic portuaire (Source : Port autonome)	Trafic net de marchandises (tonnes) Cumul à fin Août 2010	1 926 577	-	4,2%
	Nombre de passagers (entrées + sorties)	577 962	-	6,8 %
Immatriculations (Source : Commissariat général au Développement Durable)	Véhicules particuliers neufs (VPN) Février 2010	807	-9,6 %	-3,0 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN) Février 2010	142	-31,4 %	2,2 %
	Cumul annuel (VPN+VUN)	2 049	-	-6,4 %
Construction (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes) Septembre 2010	19 788	2,4 %	-0,4 %
	Cumul annuel	179 709	-	5,7 %
Banane (Source : DDCCRF)	Exportations de bananes (tonnes) Juillet 2010	3 980	9,6 %	-22,7 %
	Cumul annuel	16 250	-	-40,6 %

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication des comptes économiques rapides de 2009

Dans le cadre du partenariat CEROM (Comptes Economiques Rapides de l'Outre-Mer) avec l'IEDOM et l'AFD, l'INSEE a annoncé lors d'une conférence de presse le 28 septembre 2010 les premières estimations de la croissance guyanaise pour l'année 2009.

Dans un contexte mondial globalement déprimé, le PIB progresse de 3,6 % (en volume) contre +3,4 % l'an dernier, se situant toutefois en retrait de la croissance moyenne observée sur les 15 dernières années (+4,4 %). La France entière, la Guadeloupe et la Martinique sont pour leur part entrées en récession avec respectivement -2,6 %, -4,8 % et -6,5 % en 2009. En valeur, la croissance guyanaise atteint 3,8 %, après 5,7 % en 2008, impactée par l'évolution très contenue des prix, principalement ceux de l'énergie.

Cette croissance s'explique principalement par la bonne santé du secteur spatial. Ce dernier, via l'activité de lancement, génère 90 % des exportations guyanaises de biens et de services, celles-ci contribuant à la croissance à hauteur de 3,1 points (sur 3,6). Arianespace affiche d'ailleurs un chiffre d'affaires record de plus de 1 milliard d'euros (+7,7 % par rapport à 2008). Les autres composantes du PIB affichent des résultats moins favorablement orientés.

La consommation des ménages progresse, mais à un rythme peu soutenu (+1 % en 2009 en volume), expliquée par le ralentissement de la progression du revenu disponible et la dégradation de la situation sur le marché du travail. Elle n'a pas bénéficié de la stabilisation de l'inflation (0,6 % contre 3,5 % en 2008) liée essentiellement au gel du prix des carburants.

L'investissement pour sa part ne progresse que de 0,5 %, contre +29 % en 2008, grevé par un fort recul des dépenses d'investissement des administrations (-10 %). Les crédits à l'investissement des entreprises et des ménages affichent également une nette inflexion.

Pour en savoir plus, la publication est disponible sur internet : http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=25&ref_id=16746

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Coopération régionale

La sixième Commission Mixte Transfrontalière (CMT) franco-brésilienne s'est tenue à Cayenne les 31 août et 1er septembre 2010. Plusieurs décisions ont été actées ou confirmées lors de cette commission :

- le pont sur l'Oyapock devrait être achevé, et inauguré par les Présidents de la République français et brésilien au mois de décembre ;
- un projet d'accord sur le transport routier international de personnes et de fret entre le Brésil et la France est en cours de finalisation : les transporteurs seront soumis à la législation du pays dans lequel ils se trouvent (notamment en ce qui concerne les assurances) ;
- la reprise des liaisons aériennes entre Cayenne et Macapa est à l'étude. D'autre part, les partenaires régionaux envisagent de demander l'ouverture à la concurrence de l'espace aérien guyano-amapéen ;
- la société Guyacom met actuellement en place une liaison hertzienne entre les deux régions.

Par ailleurs, la question des visas reste sensible : la France refuse d'accorder des exemptions de visa et d'ouvrir un consulat de plein exercice à Macapa. Des visas de circulation pourraient représenter une solution pour les acteurs économiques.

Secteur aurifère

Dans l'arrêté n°1640 du 26 août 2010, la préfecture de Guyane a réitéré son refus d'autoriser l'ouverture des travaux à la société minière canadienne Iamgold, présente en Guyane à travers sa filiale CBJ Caiman, sur le site d'exploitation aurifère du Camp Caiman, à Kaw. La société, présente sur le site depuis de nombreuses années pour des recherches et des études de faisabilité, avait déjà essuyé un premier rejet fin 2007 en raison d'un moratoire des activités minières, dans l'attente d'un nouveau schéma d'exploitation. Iamgold avait alors déposé une demande d'indemnisation auprès du tribunal administratif qui a enjoint la préfecture à motiver son refus.

La préfecture invoque principalement des raisons environnementales (richesse de la flore, faune, et domaine forestier). Elle estime que les études ne permettent pas de mesurer précisément les impacts de la potentielle exploitation sur l'environnement de Kaw et les risques de pollution. Suite à ce nouveau refus, et par rapport aux pertes financières occasionnées lors des travaux de recherche, la société aurait déposé une nouvelle demande d'indemnisation de plusieurs centaines de millions d'euros auprès du tribunal administratif.

Filière bois

Lors d'une présentation de la filière bois guyanaise, les principaux acteurs (Office National des Forêts, professionnels de l'exploitation forestière, de la menuiserie et de l'aménagement) ont fixé leurs objectifs pour faire face à l'expansion de la demande. Une production de 100 000, voire 150 000 mètres cubes de grumes par an est envisagée¹. Au cœur des réflexions également : une meilleure formation ; la création de « parcs de rupture » (zones de stockage afin de pallier les difficultés de circulation entre les sites d'extraction et les scieries en saison des pluies) ; la mise en route d'une commande publique pour la construction de logements sociaux en bois.

Secteur spatial

Le Conseil d'Administration d'Arianespace s'est réuni le 20 septembre 2010 et a annoncé un carnet de commandes record (4,4 Md€, et 32 satellites à lancer). Le prochain lancement d'Arianespace depuis la base de Kourou est programmé le mercredi 28 octobre (en plus du lancement mi-octobre par la filiale d'Arianespace Starsem, depuis la base de Baikonur, Kazakhstan). Le premier lancement de Soyouz depuis Kourou est prévu pour le 1^{er} semestre 2011.

Entrepreneuriat

Fin septembre 2010 avait lieu à Cayenne la semaine de l'Industrie des Moyennes et Petites Industries de Guyane. Ces assemblées ont été l'occasion pour les entrepreneurs guyanais de présenter leurs associations interprofessionnelles (« Interprobois » ou le Groupement des Entreprises en Energie Renouvelable de Guyane par exemple), leurs revendications et leurs préoccupations :

- la possible remise en cause de la défiscalisation des investissements en installations photovoltaïques², qui grèverait la rentabilité de ces projets en Guyane et affecteraient singulièrement les villages isolés contraints à recourir au thermique ;
- la réduction des surfaces disponibles à l'exploitation de carrières, qui font craindre aux professionnels du secteur une pénurie en matériaux de construction sur l'île de Cayenne ;
- la mise en place par la Commission Européenne d'une nouvelle liste plus large de produits pouvant bénéficier d'un différentiel d'octroi de mer afin de protéger la production locale

¹ Contre plus de 84 000 mètres cubes en 2009.

² La réduction de moitié du crédit d'impôt accordé lors d'un investissement photovoltaïque est prévue dans le budget 2011.

Sport / infrastructures

Le projet « Guyane base avancée », qui pourrait faire de la Guyane le camp de base des équipes françaises lors du Mondial de football de 2014, et des Jeux Olympiques de 2016 au Brésil, sera dorénavant piloté par un Groupement d'Intérêt Public, qui réunit les ministères de l'Outre-Mer, du Sport, la préfecture, la région et le département. D'autre part, le projet a reçu le soutien de plusieurs personnalités du monde sportif, dont David Douillet ou encore Bernard Lama, à travers la création d'un « Collège des Ambassadeurs sportifs ». De nombreux domaines pourraient être impactés : équipements sportifs, hôtellerie, transports, mais aussi formation et infrastructures médicales. Le dossier doit être finalisé avant la fin 2010.

Aménagement du territoire

Différents projets d'infrastructures routières sont à l'œuvre en Guyane. De nouveaux travaux sont prévus au pont du Larivot, dont la fermeture pour réfection avait paralysé l'économie guyanaise entre novembre 2009 et mars 2010. Cependant, selon le Préfet de Guyane Daniel Férey, ils n'interrompent pas le trafic du pont : il s'agira d'une intervention sous le pont pour consolider les pieux. Par ailleurs, dans le cadre des décisions du Conseil Interministériel de l'Outre-Mer de novembre 2009, le projet d'un nouveau pont sur la rivière Cayenne, pour doubler le pont du Larivot, se précise. Les itinéraires seront bientôt soumis aux collectivités et au public.

ACTUALITES REGIONALES

Venezuela

Le 26 septembre 2010 avaient lieu les élections législatives au Venezuela, marquées par le retour de l'opposition, qui présentait un front uni, après avoir boycotté les précédentes élections en 2005. Selon les résultats provisoires publiés par le Conseil National Electoral, le parti du Président Hugo Chavez obtiendrait 94 sièges sur 165, en deçà de son objectif de majorité des deux tiers ; l'opposition, 60 sièges. Les pourcentages de voix n'ont pas été publiés. La participation s'est établie à 66 %.

Sur le front économique, le Ministre du Pétrole, M. Ramirez, a annoncé l'augmentation des réserves prouvées de brut à 251 milliards de barils (+ 40 milliards). Le Venezuela confirme son statut de deuxième plus grande réserve mondiale après l'Arabie Saoudite. Il est également le premier exportateur de pétrole d'Amérique Latine. Cette augmentation est surtout due aux réserves du bassin de l'Orénoque (au nord du plateau des Guyanes) en brut lourd, qui nécessite des investissements conséquents en raffinage.

Brésil

Au premier tour des élections présidentielles, la candidate Dilma Rousseff, héritière du Président sortant Lula, a obtenu 46,9 % des voix, contre 32,6 % pour José Serra, candidat social-démocrate. Si Dilma Rousseff reste favorite pour le second tour, le positionnement de Marina Silva, candidate écologiste (19,4 % des voix) sera crucial pour le résultat final.

La Police fédérale du Brésil a réalisé une opération de grande ampleur en Amapa, début septembre, visant des responsables politiques amapéens, parmi lesquels l'actuel gouverneur, Pedro Paulo, l'ancien gouverneur, Waldez Goes (qui se présente aux élections sénatoriales d'octobre 2010), le Président du Tribunal des Comptes de l'Amapa, ainsi que leur entourage. Ils ont été placés en garde à vue pour des motifs de corruption, détournement de fonds, fraude aux marchés publics entre autres. Les deux gouverneurs ont été relâchés à la fin de leur garde à vue, le 19 septembre 2010, et ont pu reprendre leurs activités, mais restent soumis à une enquête policière.

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
Prix (Source : INSEE)	Prix à la consommation (avec tabac) – août 2010 (Indice base 100 : année 1998)	121,7	-0,2 %	+0,6 %
	Emploi (Sources : DDTEFP et Pôle emploi)	Demandeurs d'emploi (DEFM A) - à fin août 2010 Nb de bénéf. d'alloc chômage (y.c. suspens) – A fin juin 2010	15 930 6 562	+ 2,4 % + 0,6 %
RMI (Source : CAF)	Nombre de bénéficiaires - à fin août 2010 Cumul 2010 des prestations nettes versées	10 188 42,5 M€	-0,5 %	- 5,9 % - 0,4 %
	Commerce extérieur (Source : Douanes)*	Exportations – juillet 2010 Cumul 2010	24,3 M€ 104,9 M€	45,3 %
Importations - juillet 2010 Cumul 2010		79,4 M€ 594,4 M€	-16,3 %	- 13,2 % + 13,7 %
Taux de couverture en cumul - à fin juillet 2010		17,6 %		+ 7,0 points

LES SECTEURS D'ACTIVITE

Spatial (Source : Arianespace)	Tirs effectués – à fin septembre 2010 Rappel cumul à fin septembre 2009	3 tirs Ariane 5 (6 satellites) 4 tirs Ariane 5 (7 satellites)	
	Riz (Sources : DAF Guyane et Douanes)*	Production de riz (1 ^{ère} tranche 2010) Cumul année 2009 (1 ^{ère} et 2 ^{ème} tranche) Exportations de riz (cumul à fin juin 2010)	3 724 tonnes (+ 87,4 % sur un an) 9 035 tonnes (- 6,9 % sur un an) 2 248 tonnes (- 33 % sur un an) pour 0,76 M€ (- 49,3 %)
BTP (Source : Ciments Guyanais)		Ventes de ciment – juin 2010 Cumul 2010	6 531 tonnes (+ 2,2 % sur un an) 33 772 tonnes (- 18,6 % sur un an)
		Pêche (Sources : IFREMER, DAM et Douanes)*	Prises de crevettes (cumul à fin juin 2010) Exportations de crevettes (cumul à fin juin 2010)
Or (Source : Douanes)*	Exportations d'or (cumul à fin juillet 2010)		15,3 M€ (+ 33,9 % sur un an)
Bois (Source : ONF)	Grumes sorties de forêt (cumul à fin juin 2010)	18 189 m ³ (- 44,5 % sur un an)	

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

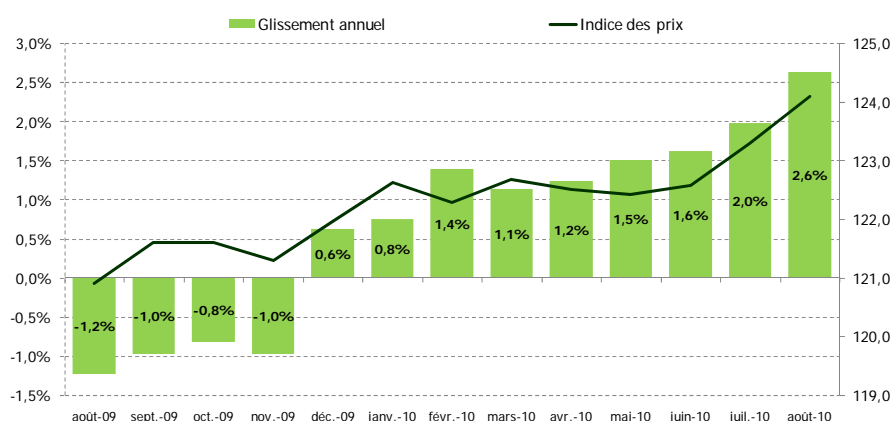
Inflation : +2,6 % sur un an à fin août 2010

Après l'apparition des premières tensions inflationnistes en février 2010, l'indice des prix se renforce de nouveau pour atteindre 124,1, fin août (+ 0,6 % sur un mois). L'inflation annuelle est portée à 2,6 % soit un niveau supérieur à celui de la France hexagonale (+1,4 %)

Dans le détail, le prix de l'énergie se renchérit de 17,5 % en raison notamment de la réévaluation des prix des carburants intervenue en juillet 2010¹. Dans le même temps, les prix des services et des produits alimentaires augmentent respectivement de 2,1 % et 1,5 %. Seuls les produits manufacturés bénéficient d'une diminution de leur prix à hauteur de -0,4 %.

Dans les autres DOM, la hausse des prix est inégale. Elle atteint +3,8 % en Guadeloupe ; +2,8 % à la Réunion et +0,6 % en Guyane en glissement annuel.

Evolution de l'indice des prix à la consommation



Source: Insee

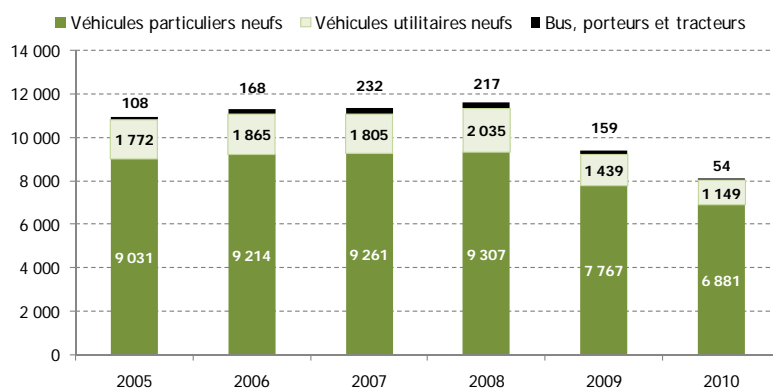
Marché automobile : nouvelle contraction des ventes

A fin août 2010, 8 084 véhicules neufs ont été immatriculés dans le département, contre 9 365 un an plus tôt. Le marché demeure atone tant au niveau des véhicules particuliers (-11,4 %) que des véhicules utilitaires (-20,2 %). De plus, les ventes de véhicules de 5 tonnes et plus (bus, porteurs et tracteurs) se replient à hauteur de 66,3 % sur un an.

La contraction du marché des véhicules de tourisme frappe davantage les marques françaises (-19,5 %) dont la part de marché atteint 39,0 % soit -3,9 points par rapport à fin août 2009. Néanmoins, les modèles diesels bénéficient toujours de la préférence des consommateurs avec 61,3 % des immatriculations.

Immatriculations de véhicules neufs à la Martinique

Cumul annuel de janvier à août



Source: Association auxiliaire de l'automobile

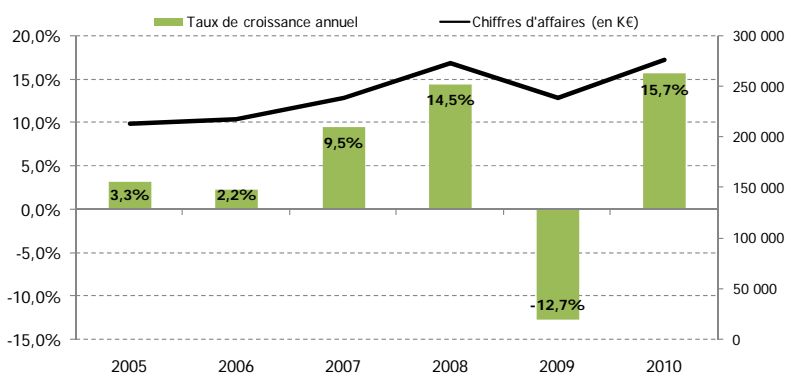
Grande distribution : progression du chiffre d'affaires

A fin juillet 2010, le chiffre d'affaires cumulé des huit hypermarchés de l'île s'établissait à 276,6 millions d'euros contre 239 millions à fin juillet 2009, soit une hausse de 15,7 % sur un an. Cette progression tient en partie à la fermeture des hypermarchés pendant près de 10 semaines en 2009.

Par rapport à la même période de 2008, le chiffre d'affaires cumulé progresse faiblement (+1,1 %).

Variation du chiffre d'affaires cumulés de la grande distribution

cumul de janvier à juillet



Source: DRCCRF

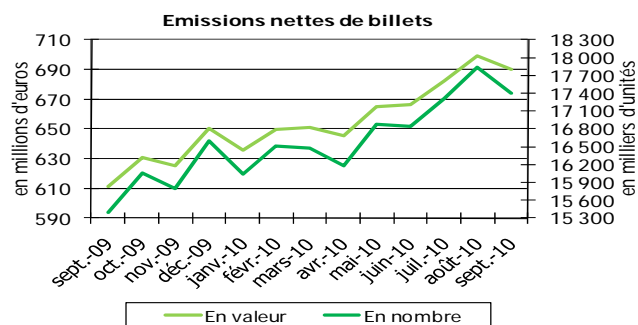
Nb: A partir de décembre 2006, le nombre d'hypermarché de l'île est passé de 6 à 8.

¹ Le 15 juillet 2010, le tarif des carburants routiers a été augmenté de 10,8% pour le super sans plomb et de 12,5% pour le gasoil.

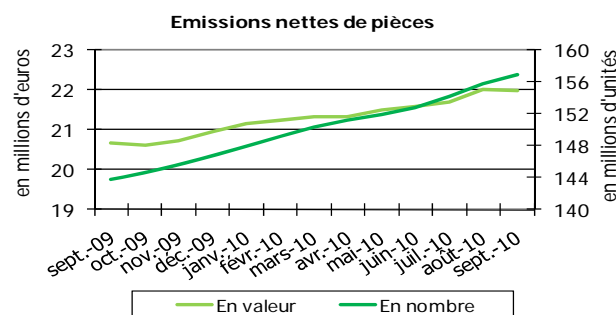
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Monnaie fiduciaire au 30 septembre 2010 : stabilisation de la coupure de 50 €

Au 30 septembre 2010, les émissions nettes de billets ont progressé de 13 % tant en volume qu'en valeur par rapport à septembre 2009 et s'établissent à 17,4 millions de billets pour un montant de 690 millions d'euros. Les coupures de 50 € et 20 € représentent à elles seules près de 88 % du nombre de billets en circulation (+ 0,8 point sur un an). Eu égard au nombre total de billets émis, la part de la coupure de 50 € demeure stable à fin septembre 2010 à 51,7 %, (+ 0,1 point), alors que celle de 20 € gagne 0,6 point à 36,2 % du total. En valeur, la prépondérance de ces deux coupures s'accroît également, elles concentrent globalement 83,6 % du montant émis (+ 0,7 point), avec un renforcement plus marqué du billet de 20 €. Dans le même temps, l'émission nette de pièces euros s'est élevée à près de 157 millions d'unités pour une valeur de 22 millions d'euros (respectivement + 9,1 % et + 6,4 % par rapport à septembre 2009). La demande de pièces en euros de faible valeur (1, 2 et 5 centimes d'euros) demeure soutenue et représente en nombre 77,5 % de l'émission divisionnaire (+ 0,5 point).



Source : Iedom



Source : Iedom

ACTUALITE REGIONALE

Tourisme

Le Président du Conseil Régional et la Présidente du Comité Martiniquais du Tourisme (CMT) ont tenu une conférence de presse commune le 20 septembre dernier à Paris pour relancer la destination Martinique lors du salon Top Résa. Une campagne de communication nationale sera mise en place au mois de novembre ainsi qu'une campagne de sensibilisation auprès de la population à l'importance du tourisme. Parallèlement, le gouvernement incite fortement la compagnie aérienne nationale à transférer le départ de ses vols d'Orly vers Roissy, ce qui permettrait de capter une clientèle plus internationale en facilitant les correspondances. Selon les résultats de l'enquête commanditée par le CMT, 68,6 % des martiniquais interrogés estiment que le tourisme est un secteur important, 92 % sont favorables au développement touristique et 78 % seraient favorables à la mise en place de cours d'éducation touristique à l'école.

Plan de Relance

Dans le cadre du Plan de Relance régional, trois conventions ont été signées au cours du mois de septembre avec les communes de St Pierre, St Joseph et les Trois Ilets. Au total, 25 actes seront signés avec les communes et communautés de communes, pour près de 300 chantiers de travaux publics.

Hausse du prix des carburants et du gaz

Les prix du super et du gasoil ont augmenté d'un centime, soit respectivement 1,30€/L et 1,06€/L, le 1^{er} octobre, conformément aux nouvelles modalités de fixation des prix (désormais fixés mensuellement en fonction de l'évolution des cours). Le prix de la bouteille de gaz de 12,5 kg a été porté à 19 € (+1€ soit +5,6 %) le 6 octobre. Pour être en phase avec la réalité économique du marché (22,59€), un rattrapage progressif sera mis en place.

INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- août 2010	124,1	+0,6 %	+2,6 %
Chômage (source : DDTEFP)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- août 2010	40 712	+2,6 %	+4,1 %
	Indicateur de chômage (base pop. Active : 162 556)	- août 2010	24,7 %		+1 point
Allocation Chômage (source : Assedic)	Nombre de bénéficiaires de l'allocation unique dégressive et de l'aide au retour à l'emploi	- août 2010	14 341	-1,4 %	+4,0 %
RMI (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- juillet 2010	28 480	+0,0 %	+4,0 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (en M€)	- juillet 2010	204,8	+11,8 %	+16,1 %
	Exportations (en M€)	- juillet 2010	28,1	-18,5 %	+86,5 %
	Taux de couverture mensuel:		13,7 %		+5,2 points
Grande distribution (source : DRCCRF)	Indicateur chiffre d'affaires (base 100 en 1990)	- juillet 2010	285	+14,4 %	+4,2 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- juillet 2010	276,6		+15,7 %
Vulnérabilité des ménages (source : Iedom)	Retrait de cartes bancaires	- août 2010	5 954	-	+24,1 %
	Personnes physiques en interdit bancaire	- août 2010	18 404	+0,5 %	-2,4 %

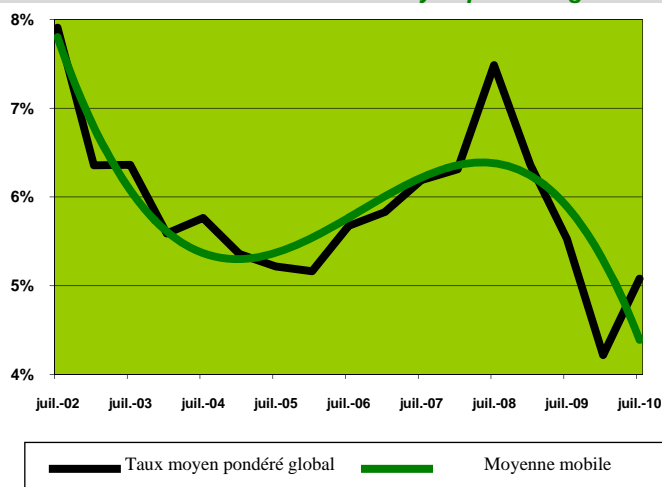
LES INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers	- juillet 2010	167 753	+56,4 %	+5,5 %
		- cumul annuel	933 854		+4,6 %
Trafic Maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- août 2010	300	+44,2 %	nd
		- cumul annuel	56 800		+92,1 %
Construction (source : Ciments antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- août 2010	15 169	-14,1%	-10,4 %
		- cumul annuel	133 590		+3,5 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- août 2010	800	-25,5 %	-2,6 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- août 2010	107	-31,8 %	-11,6 %
	Cumul annuel (VPN + VUN)		8 030	-	-12,8 %

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Hausse des taux

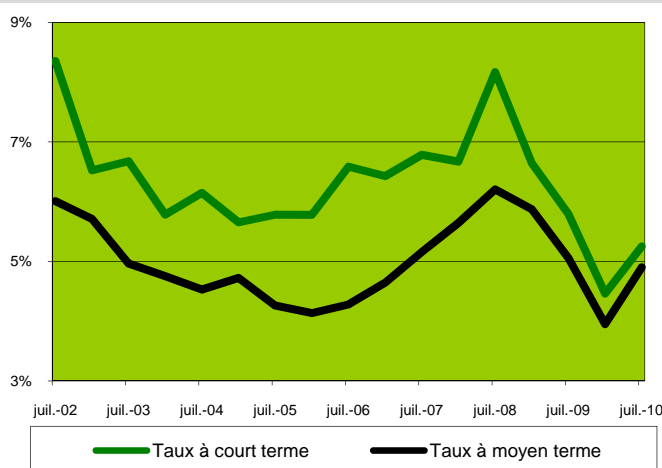
Coût du crédit aux entreprises à la Réunion Evolution et tendance du taux moyen pondéré global



L'enquête sur le coût du crédit aux entreprises à la Réunion réalisée par l'IEDOM, sur la base des octrois du mois de juillet 2010, fait apparaître une hausse du taux moyen pondéré global sur le second semestre de l'année en cours. Le taux moyen des crédits consentis aux entreprises à la Réunion s'établit à 5,08 % contre 4,22 % en janvier 2010, 5,53 % en juillet 2009, et 6,36 % en janvier 2009. Après avoir atteint le plus bas niveau historique en janvier 2010, une reprise semble s'amorcer.

Cette hausse du coût du crédit aux entreprises (86 points de base) fait suite à trois baisses successives entre janvier 2009 et janvier 2010, la plus élevée atteignant -131 points de base lors de la précédente enquête en janvier 2010.

Evolution des taux à court terme et à moyen terme à la Réunion



La hausse des conditions débitrices pratiquées par les principales banques réunionnaises concernent aussi bien les financements à court terme, en hausse de 79 points de base (5,25 % contre 4,46% en janvier 2010) que les financements à moyen et long terme, en progression de 94 points de base (4,89 % contre 3,95 % en janvier 2010). A l'inverse, seul le taux moyen de l'escompte commercial diminue, il s'établit à 3,08 % contre 4,28 % en janvier 2010 et atteint ainsi son plus bas niveau historique. Le taux moyen des autres crédits à court terme est ramené à 3,51 % après 2,79 % en janvier 2010. Le taux des découverts s'inscrit également en hausse avec 8,61 % sans atteindre le niveau de juillet 2009 (9,48 %).

Hausse des crédits déclarés à la Centrale des Risques de la Banque de France

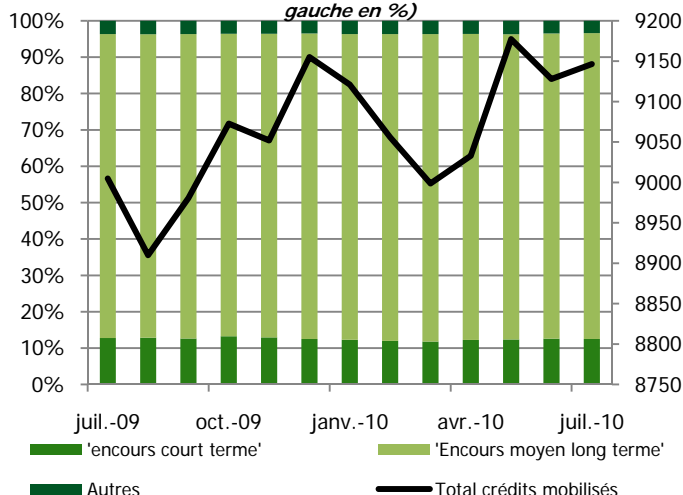
Le total des crédits déclarés issus de la Centrale des Risques de la Banque de France (seuil de déclaration fixé à 25 000 €) s'élève à 9 146,3 millions d'€ en juillet 2010 et progressent de + 1,6 % en glissement annuel.

Ce montant se répartit comme suit : 20 % administrations publiques, 79 % entreprises dont 6 % grandes entreprises (- 5,7 % sur un an), 20 % PME (- 2 %), 20 % TPE (+ 7,7 %), 49 % activités immobilières (+ 7,9 %).

Les crédits à court terme s'élèvent à 1 143,9 millions d'€ (-0,5 % sur un an) tandis que les crédits moyen long terme représentent 7 692,4 millions d'€ (+ 2,2 % sur un an).

La répartition par secteurs montre une augmentation en glissement annuel pour les secteurs immobilier (+7,9 %), eau et énergie (+50,4 %) et de transport (+11,2 %) tandis que les secteurs de la santé humaine et de la construction se stabilisent avec respectivement +0,1 % et +0,3 %. En revanche, une dégradation de 7,7 % caractérise le secteur du commerce et de 8,2 % celui de l'industrie.

Montant des encours issus de la Centrale des Risques de la Banque de France (échelle de droite en millions d'€) et répartition (échelle de gauche en %)



Source: Banque de France

BREVES ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (INSEE)	Indice général des prix à la consommation-août 2010 Métropole et DOM – août 2010	125,3	+0,1 %	+2,9 % + 1,4 %
RMI + RSO (CAF)	Nombre de bénéficiaires du RMI et RSO – août 2010 Cumul des prestations versées (millions d'€)	71 235 263,2	- 0,3 %	- 0,3 % + 0,6 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations – juillet 2010 (en cumul - millions d'€)	2 296	-	- 3,8 %
	Exportations – juillet 2010 (en cumul - millions d'€)	151	-	+ 7,2 %
	Taux de couverture	6,6 %	-	+0,7 pt
Chômage DTEFP	Demandeurs d'emploi en fin de mois (catégorie A = cat 1+ cat 2+ cat 3 hors activité réduite) : août 2010	111 347	+1,4 %	+ 14,3 %

LES SECTEURS D'ACTIVITE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic Maritime (DDE)	Trafic de marchandises à Port Réunion (tonnes) juin 2010	282 199	- 35,6 %	- 20,7 %
	Cumul 2010	2 047 408	-	+ 3,9 %
Trafic Aéroportuaire	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds août 2010	201 113	- 7,6 %	+ 6,8 %
	Cumul 2010	1 331 595	-	+ 10,9 %
Construction (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker – (millions d'euros) juil 2010	0,75	n.s.	-10,0 %
	Cumul 2010 (millions d'euros)	13,7	-	- 11,8 %
	Importation de ciment/clinker–(milliers de tonnes) juil. 2010	5,63	n.s.	-7,1 %
	Cumul 2010 (milliers de tonnes)	189,3	-	- 1,2%
	Effectifs salariés du BTP à fin août 2010	17 368	+ 0,7 %	- 9,5 %

La société sud-africaine Engen Petroleum envisage de racheter Caltex Réunion

Les 34 stations Caltex de La Réunion, actuelles propriétés de Chevron, vont être cédées au sud-africain Engen Petroleum. La vente des réseaux de distribution de Chevron (Caltex), dans plusieurs pays d'Afrique et de l'océan indien (Maurice, Malawi, Zimbabwe, Mozambique, Zambie et Tanzanie) fait partie d'un mouvement global qui consiste pour les grandes entreprises pétrolières à se recentrer sur l'exploration et l'exploitation, délaissant la vente de détail, sauf sur les grands marchés.

Avec l'achat de Chevron, Engen Petroleum espère ajouter 500 millions de litres de carburant à ses parts de marché. Déjà présent dans 17 pays africains, il souhaite devenir le leader de la distribution pétrolière sur ce continent à l'horizon 2016. Il est détenu à hauteur de 80 % par la compagnie nationale malaisienne Petronas et pour le reste par un fonds d'investissement sud-africain, la Worldwide African Investment Holding Co.

Une première réunion pour le Haut Conseil de la commande publique

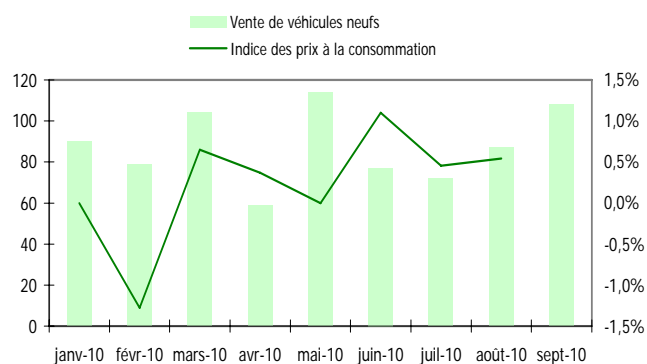
Le Préfet de La Réunion a créé le Haut Conseil de la commande publique, présidé par Mme Margie Sudre, dont la mission principale est de favoriser la commande publique et ainsi soutenir le secteur du BTP. Une première réunion s'est tenue le 15 septembre qui a rassemblé les différents intervenants de la commande publique. Lors de cette réunion, le Haut Conseil a décidé d'adresser un courrier aux collectivités afin que celles-ci mobilisent au moins 10 % d'ordres de service supplémentaires avant la fin de l'année. Les 980 millions d'euros budgétés pour la commande publique par les collectivités pour 2010 ne sont en effet engagés qu'à hauteur de 40 %.

Le cycle préparatoire polytechnique inauguré

Le premier cycle préparatoire polytechnique (CPP) de l'outre-mer a été inauguré à La Réunion, début septembre, au lycée Lislet-Geoffroy de Saint-Denis. Pour cette première, 14 étudiants ont été sélectionnés parmi les 300 postulants, pour suivre les deux années de préparation afin d'intégrer une école d'ingénieur en métropole.

Le CPP a été créé en 1993 par les écoles des Instituts Nationaux Polytechniques (INP), afin de diversifier leur recrutement qui se faisait auparavant uniquement via les Classes Préparatoires aux Grandes Ecoles (CPGE) sur concours. Outre celui de La Réunion, il existe aujourd'hui 3 autres sites en France (Nancy, Grenoble et Toulouse) qui dispensent la formation CPP de façon coordonnée avec des contenus identiques.

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE



Hausse des ventes de véhicules neufs

Le nombre de véhicules neufs vendus en septembre a fortement progressé par rapport au mois d'août (+24 % et +1,9 % en glissement annuel). En revanche, en cumul, sur un an, les ventes ont légèrement diminué (-0,5 %) pour s'établir à 790 unités.

L'inflation reste stable au 31 août

Entre les mois de juillet et août, l'inflation est restée stable à +0,5 %. Sur un an, les prix ont progressé de 2,4 %. Cette évolution s'explique par le renchérissement des prix des produits alimentaires (+2,1 %), notamment des produits frais (+4,5 %) et de ceux des viandes et volailles (+4,5 %), tandis que la variation des prix des autres produits est presque nulle.

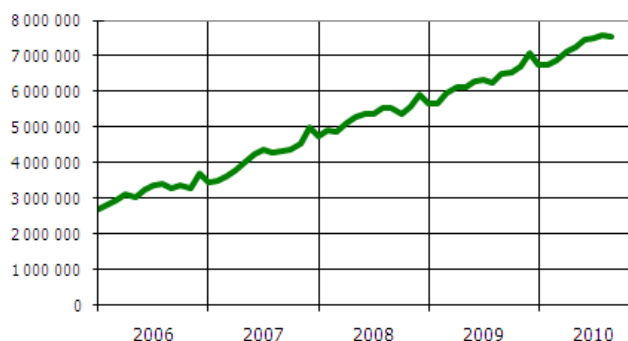
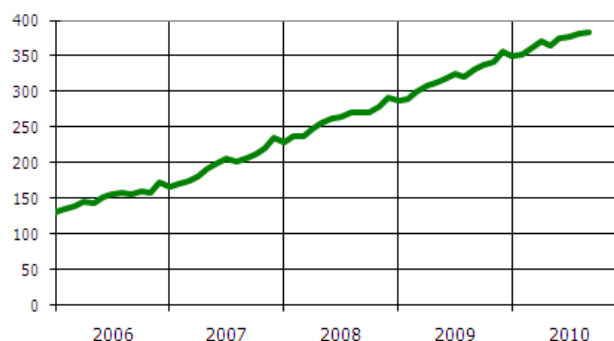
Les émissions nettes

Au 30 septembre, l'évolution des émissions nettes de **billets** en valeur s'inscrit au 30 septembre, en légère hausse (+0,7 % après +1,5 % le mois précédent) pour atteindre 384,3 millions d'euros. Pour la deuxième fois en 2010, les émissions nettes de billets en nombre se contractent (-0,9 %). Le nombre de billets émis par l'agence IEDOM de Mayotte s'établit à 7,5 millions au 30 septembre 2010. L'accroissement de la masse monétaire théorique (en valeur) associé à la diminution du nombre de billets en circulation renchérit la valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île, qui gagne 80 centimes, à 51 €.

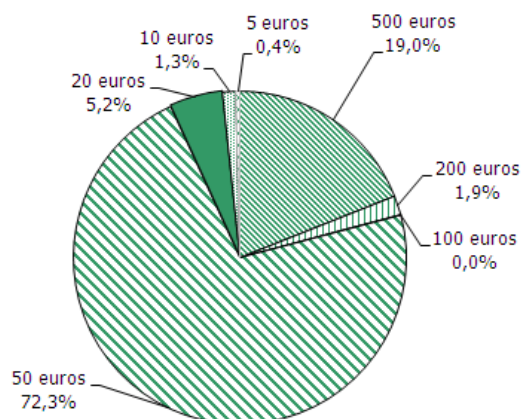
Émissions nettes cumulées de billets au 30 septembre 2010

en millions d'Euros

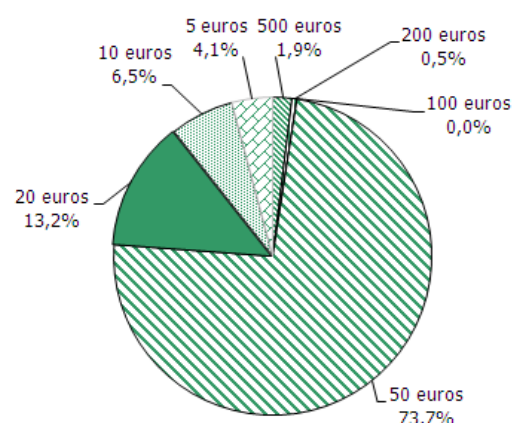
en nombre



Répartition des billets en valeur



Répartition des billets en volume



BRÈVES FINANCIÈRES, ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Tourisme

Salon de Top résa : Mayotte a participé au salon de Top résa, l'un des plus importants salons internationaux du tourisme réservés aux professionnels. 100 brochures et 40 codes d'accès au site internet du Comité départemental du tourisme de Mayotte (CDTM) ont été distribués aux professionnels et aux journalistes spécialisés dans le tourisme.

Projets hôteliers : L'une des faiblesses du secteur touristique mahorais demeure l'insuffisance du parc hôtelier. La préfecture de Mayotte recherche des investisseurs pour les neuf sites touristiques inscrits dans le Plan d'aménagement et de développement durable de Mayotte (PADD). Parallèlement, les projets émanant du secteur privé se poursuivent. Les travaux de la plus grande résidence hôtelière de Mayotte « le Maharadja », d'une capacité de 71 chambres et suites, sont achevés. L'établissement sera inauguré à la fin de l'année. Par ailleurs, les travaux de l'hôtel de la pointe Koungou (d'une capacité de 125 chambres) devraient démarrer en 2013. Un autre hôtel de haute gamme (28 chambres) est prévu en Petite Terre.

Bilan de la fréquentation touristique en 2009 : La fréquentation touristique en 2009 a progressé. Quelque 49 480 touristes sont venus à Mayotte dont la majorité en provenance de la France métropolitaine. Ce chiffre est en progression de 30 % par rapport à 2008. Selon la direction du Comité départemental du tourisme, la restructuration de la stratégie de promotion et de communication a contribué à cette évolution favorable.

Foncier

Réunion d'information sur les zones des cinquante pas géométriques (ZPG) : La Préfecture de Mayotte a tenu le 1^{er} septembre une réunion ayant pour objet de présenter les procédures permettant aux mahorais occupant le domaine public de l'Etat en zone urbaine de devenir propriétaires de leur parcelle. Les prix d'acquisition des terrains seront fixés par France Domaine. Seules les personnes de nationalité française ou européenne, ayant construit leur habitation avant le premier janvier 2007, l'occupant à titre principal, disposant d'un plan de situation établi par un géomètre agréé, et qui sont domiciliées fiscalement à Mayotte, peuvent prétendre au rachat de parcelles urbaines en ZPG. Les collectivités locales (Conseil général, communes et syndicats) pourront se voir attribuer ces terrains gratuitement, sous réserve que l'ouvrage à bâtir soit d'intérêt public.

Immobilier

Construction des premiers logements locatifs sociaux à Mayotte : Les premiers logements locatifs sociaux (58 logements en accession très sociale -LATS-), construits par la Société immobilière de Mayotte (SIM), seront livrés en fin d'année 2010. Ces logements sont destinés aux ménages à revenus modestes (inférieurs à 1 260 euros par mois pour un couple sans enfant et 2 163 euros pour un couple avec trois enfants). Entre 2010 et 2012, près de 673 logements sociaux et très sociaux devraient être mis en chantier. Ils seront situés majoritairement dans la commune de Mamoudzou. Le coût de ces opérations est estimé à près de 205 millions d'euros, financés par l'Etat et la Collectivité départementale. Par ailleurs, le contrat de projet 2008-2014 consacre 203 millions d'euros aux opérations de construction de logements sociaux, d'aménagement foncier ou de résorption de l'habitat insalubre.

Technologies de l'information et de la communication

Signature d'un contrat de construction du câble sous-marin Lion II : Le contrat de construction et de maintenance du câble sous-marin Lion II a été signé le 23 juillet par le président du consortium composé de sept sociétés. Cette signature marque le lancement d'une première tranche de travaux de pose d'un câble de fibre optique d'une longueur de 2 700 kilomètres entre La Réunion, le nord de Madagascar et Mayotte. Le projet représente un investissement de plus de 60 millions d'euros. Le consortium bénéficiera de 10 millions d'euros, équivalents-subvention en défiscalisation en contrepartie d'un accès à un prix abordable. Son débit atteindra 1,28 téraoctet par seconde permettant ainsi à Mayotte d'accéder au haut débit en 2012.

Environnement

Inauguration de la ferme photovoltaïque à la centrale d'Electricité de Mayotte (EDM) : Sur le site de la centrale électrique d'EDM à Longoni, 4 582 panneaux solaires ont été installés sur le sol, sur une surface de 2 hectares. L'installation a une capacité de production de 1 mégawatt et peut alimenter 2 300 personnes par an. Cette production correspond à une économie annuelle de 980 tonnes de carburant fossile. Les installations sur les toits de certaines entreprises et bâtiments publics, produisent à ce jour près de 6,4 mégawatts d'énergie renouvelables, soit 17 % du total de l'électricité produite à Mayotte.

Mise en place à Mayotte d'une filière « déchets d'équipements électriques et électroniques » et de « l'éco taxe » : L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) a tenu une conférence de presse le 17 septembre sur la mise en place à Mayotte d'une filière « déchets d'équipements électriques et électroniques » (DEEE) et de « l'éco taxe ». Ces déchets suivront une filière d'élimination organisée par les importateurs et les distributeurs. Mayotte compterait à ce jour 2 000 tonnes de déchets d'équipements électriques et électroniques.

Mise en place du Conseil maritime ultra-marin de Mayotte : Le 24 septembre, le Secrétaire général du comité national de suivi du Grenelle de la mer s'est rendu à Mayotte pour mettre en place le Conseil maritime ultra-marin de Mayotte. Cette structure mettra en œuvre les engagements du Grenelle de la mer qui comprend 504 propositions dont 20 intéressent Mayotte : elles concernent notamment le règlement de la problématique des déchets, le développement du transport de passagers et de marchandises par voie maritime, la création d'un port à sec, la lutte contre la pollution, le renforcement des moyens du conservatoire, etc.

LES PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation		août.-10	111,5	0,5%	2,4%
	base 100 en déc. 2006					
Chômage (source : ANPE)	Nombre d'inscrits à l'ANPE-Pôle Emploi		déc.-09	12 585	25,4%	-
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	juin-10	28 427	8,9%	7,6%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	juin-10	164 259	-	11,6%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	juin-10	1 464	76,0%	127,6%
		cumulées	juin-10	4 284	-	74,1%
	Taux de couverture	mensuels	juin-10	5,15%	1,96 pt	2,71 pt
		cumulés	juin-10	2,61%	0,53 pt	0,94 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aérien (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	juin-10	503	-3,5%	52,9%
		cumulés	juin-10	2 621	-	24,6%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	juin-10	23 334	5,4%	25,0%
		cumulés	juin-10	119 739	-	-35,5%
	Fret et envois postaux (en tonnes)	mensuels	juin-10	46,4	11,2%	28,1%
BTP (Source : Douanes)	(départs)	cumulés	juin-10	247,3	-	34,4%
	Importations de ciment ⁽³⁾ (en tonnes)	mensuelles	juin-10	12 748	12296,9%	25,2%
		cumulées	juin-10	39 402	-	-10,8%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		juin-10	36 123	0,3%	5,9%
	Consommation (en milliers de Kwh)	mensuelles	juin-10	20 394	-3,7%	14,1%
		cumulées	juin-10	120 667	-	9,7%
Automobile (Source : SOREFI)	Ventes de véhicules neufs :					
	- nombre de véhicules particuliers	mensuels	oct.-10	85	24,1%	-6,6%
		cumulés	oct.-10	790	-	-4,6%
	- nombre de véhicules utilitaires	mensuels	oct.-10	23	109,1%	35,3%
	cumulés	oct.-10	154	-	20,3%	
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuels	juin-10	5	81,4%	-52,7%
		cumulés	juin-10	26	-	-41,2%
	- en milliers euros	mensuelles	juin-10	37	74,7%	-50,8%
	cumulées	juin-10	171	-	-40,1%	

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement

(2) : Y compris transbordements, mais hors poids des conteneurs

(3) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

* Les données plus récentes relatives au trafic maritime de marchandises ne sont pas disponibles

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Indicateurs de vulnérabilité des ménages

En septembre 2010, le Fichier central des chèques (FCC) de la Banque de France a enregistré 26 incidents de paiement sur chèques. Au troisième trimestre 2010, 35 incidents ont été recensés, soit cinq fois plus qu'au second trimestre 2009. Par ailleurs, trois retraits de carte bancaire ont été enregistrés en septembre, le cumul annuel s'établissant à 15 décisions de retrait. Enfin, l'archipel comptait 26 personnes physiques en interdit bancaire, soit deux de moins qu'en juin 2009.

Surendettement

Aucune déclaration de surendettement n'a été déposée auprès de la commission d'examen des situations de surendettement de Saint-Pierre-et-Miquelon depuis décembre 2007. Au total 33 dossiers ont été soumis à la commission depuis mars 2002.

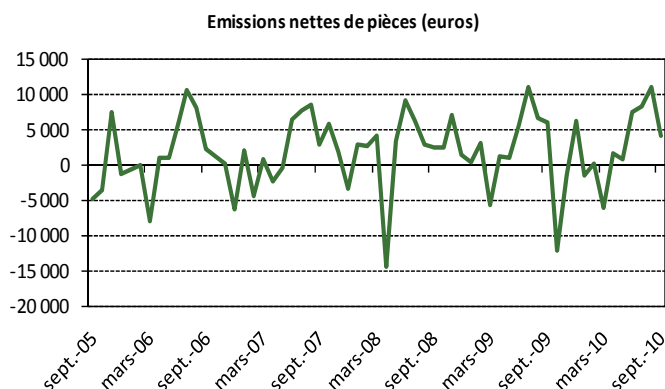
Opérations de compensation

Le volume des chèques présentés à la compensation au cours du troisième trimestre 2010 progresse de plus de 35% par rapport à la même période de l'année précédente.

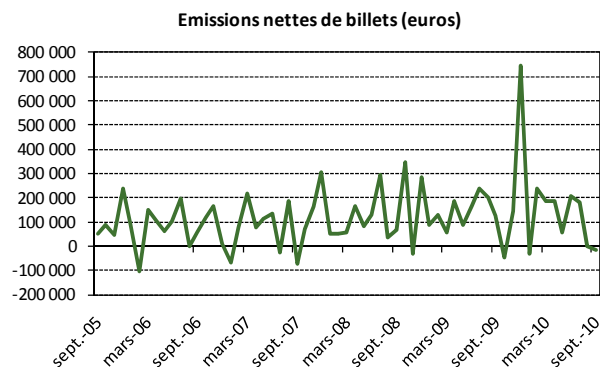
		3e trimestre 2010	Variation T de A-1	Cumul 2010	Cumul 2009 à la même période
Chèques	Volume	33 436	35,4%	98 011	194 933
	Valeur	17 286 198	-0,4%	48 934 192	70 490 706
Virements	Volume	734	-87,8%	7 982	27 746
	Valeur	2 507 152	29,4%	7 649 136	18 376 134
Prélèvements	Volume	6 221	-	12 833	-
	Valeur	1 397 347	-	2 908 447	-

Circulation fiduciaire

Fin septembre 2010, les émissions nettes cumulées de billets (pré-alimentation de décembre 2001 comprise) s'élevaient à 13,845 millions d'euros (pour un volume de 358 553 billets), en progression de 15,4% sur un an. Pour leur part, les émissions nettes cumulées de pièces (pré-alimentation comprise) s'établissaient à 0,447 million d'euros (pour un volume de 2,446 millions de pièces), en progression de 4,3% en glissement annuel.



Source : IEDOM



Source : IEDOM

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Evolutions dans le transport maritime de fret et de passagers.

- Le nouveau navire assurant le transport de passagers entre Miquelon et Saint-Pierre, « le Cabestan », a entamé ses rotations au début du mois de septembre. Il assure également la liaison avec Fortune (Terre-Neuve) à partir du 8 octobre ;
- Le « Fusion » est le nouveau navire en charge de la desserte maritime internationale de fret entre Halifax et Saint-Pierre. Il remplace le « Svendborg » depuis le mois de septembre ;
- Le nouveau sablier « l'Elinor Marit » est arrivé sur l'archipel au début du mois d'octobre, en provenance de Norvège, pour remplacer l'actuel « Muscadin ». Long de près de 35 mètres, ce bateau est doté d'une capacité de chargement de 250 tonnes, soit le double de son prédécesseur.

Hausse du tourisme en 2010

Le nombre de touristes entrés sur l'archipel au cours du troisième trimestre 2010 a progressé de 16,6% par rapport à la même période de l'année précédente. Cette évolution est principalement imputable à l'amélioration de la desserte maritime de passagers résultant de l'augmentation des rotations entre Fortune et Saint-Pierre durant la période estivale.

Observatoire des prix et des revenus

Une réunion de l'observatoire des prix et des revenus s'est tenue le 15 juillet 2010 sous la présidence du Préfet M. Jean-Régis Borius. Conformément à l'une des conclusions des états généraux de l'Outre-mer en novembre 2009, la prochaine réunion de l'observatoire des prix et des revenus sera présidée par un magistrat de la chambre régionale des comptes.

Charte de modération des prix

Le Préfet M. Jean-Régis Borius, a proposé d'élaborer avec l'ensemble des commerçants de l'archipel une charte de modération des prix pour quelques produits de première nécessité.

Nouveaux quotas OPANO pour l'année 2011

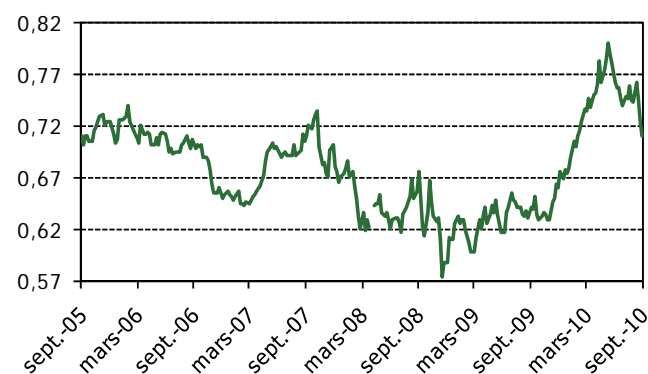
L'OPANO a fixé de nouveaux quotas pour l'année 2011 lors de sa réunion annuelle qui a eu lieu à la fin du mois de septembre 2010. Les principales évolutions envisagées devraient porter sur une réduction des quotas de crevettes nordiques et une augmentation des quotas de morue.

Mise en place d'un Comité maritime ultramarin

Présidée par le Préfet M. Jean-Régis Borius, et en présence de M. Christian Buchet, secrétaire général du comité de suivi du Grenelle de la Mer, la première réunion du Comité maritime ultramarin s'est tenue le 22 juin 2010. Dans le cadre des engagements du Grenelle de la Mer, ce comité a pour objet d'élaborer une politique maritime locale durable sur les vingt prochaines années.

Evolution du dollar canadien

Après cinq trimestres consécutifs d'appréciation, le cours moyen du dollar canadien a diminué de 2,7% au troisième trimestre 2010 par rapport au trimestre précédent. Toutefois, le cours de la devise canadienne a progressé de 13,9% depuis le début de l'année 2010, et de 16,6% sur les 12 derniers mois. Au 30 septembre 2010 il atteignait 0,7399 EUR/CAN.



Source : banque-france.fr

LES INDICATEURS DE REFERENCE		Données brutes	Δ % trimestre précédent	Glissement annuel
Prix (Source : Préfecture)	Prix à la consommation – 2 ^e trimestre 2010	-	+3,48 %	+3,80% <i>Par rapport à juin 2009</i>
		Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
Emploi (Source : DTEFP)	Nombre de demandeurs d'emploi (catégorie 1) Août 2010 :	148	-3,9%	-12,4%
	Nombre de demandeurs d'emplois en fin de mois indemnisés Août 2010 :	122	+1,7%	-10,3%
	Indicateur mensuel moyen de chômage Août 2010 :	4,63%	-3,9%	-12,6%
RMI (Source : CAF)	Nombre de bénéficiaires - fin août 2010 :	29	0,0%	+3,6%
	Cumul 2010 des prestations nettes versées (en euros)	91 676,5	-	-9,1%
Commerce extérieur (mouvements réels + mouvements d'entrepôt) (Source : Douanes)	Importations (milliers d'euros) Avril 2010 :	4 838	-51,0%	+ 13,2%
	Cumul annuel :	28 623	-	+ 50,4%
	Exportations (milliers d'euros) Avril 2010 :	0	-	-
	Cumul annuel :	1 253	-	-57,9 %
	Déficit commercial (milliers d'euros) Avril 2010 :	4 838	-48,8%	+ 17,3%
	Cumul annuel	27 370	-	+ 70,4%

LES SECTEURS D'ACTIVITE		Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
Pêche industrielle (Source : Affaires maritimes)	Débarquements (en tonnes) Campagne 2010/2011	n.d	-	-
	Pêche artisanale (Source : Affaires maritimes)	Débarquements (en tonnes) Début de la saison : Avril 2010	864	-
Trafic aéroportuaire Aéroport de Saint-Pierre (Source : Aviation civile)	Nombre de passagers (arrivées + départs) Août 2010 :	5 275	+28,3%	+9,6%
	Cumul annuel :	33 290	-	+40,1%
	Mouvements d'avions Août 2010 :	321	+26,9%	+4,2%
	Cumul annuel :	2 071	-	+9,0%
	Fret et envois postaux (en tonnes) Août 2010 :	13,981	-18,7%	+12,7%
	Cumul annuel :	134,871	-	+11,6%
Trafic portuaire Port de Saint-Pierre (Source : Capitainerie du Port)	Mouvements de navires Septembre 2010	n.d.	-	-
	Fret (en tonnes) Septembre 2010			

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/10)				
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2009	3,79%	JO du 11/02/09	1,75%	1,75%	2,25%	2,50%	1,25%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (septembre 2010)			
Jun	Juillet	Août	Septembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,3489%	0,4768%	0,4199%	0,4431%	0,6180%	0,8800%	1,1370%	1,4200%

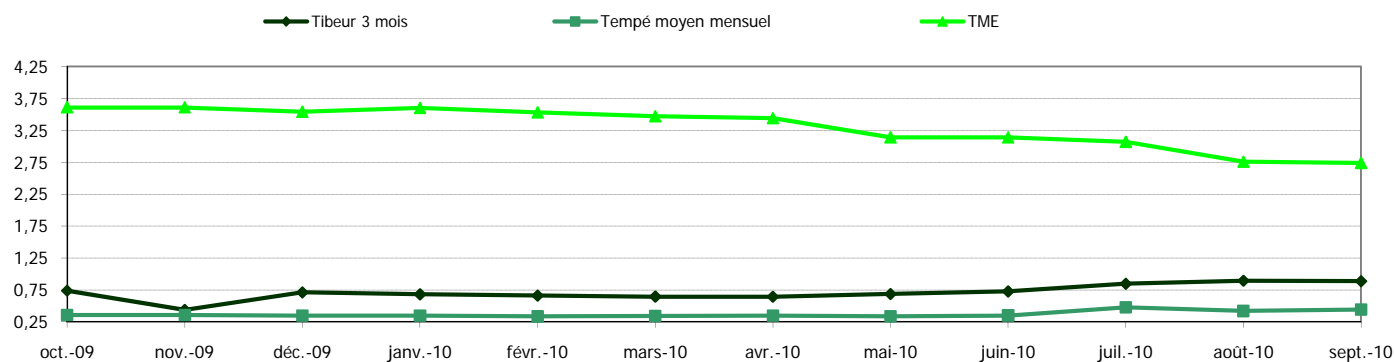
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Jun	Juillet	Août	Septembre	Jun	Juillet	Août	Septembre
3,14%	3,07%	2,76%	2,74%	3,34%	3,27%	2,96%	2,94%

Taux de l'usure (applicable à partir du quatrième trimestre 2010)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers					
Prêts à taux fixe		5,60%			
Prêts à taux variable		5,05%			
Prêts relais		6,27%			
Autres prêts					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,32%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires		19,32%	Découverts en compte (1)		13,59%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		8,15%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

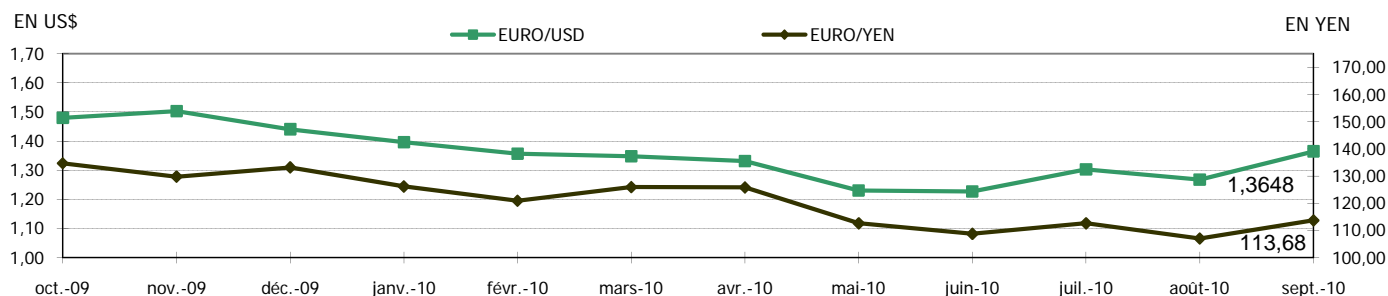
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3648	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,5438	EURO/SRD (Surinam)	3,73210
EURO/JPY (Japon)	113,6800	EURO/BWP (Botswana)	8,96180	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,43370
EURO/CAD (Canada)	1,4073	EURO/SCR (Seychelles)	16,8114	EURO/DOP (Rép. Dom.)	50,4819
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,85995	EURO/MUR (Maurice)	41,2057	EURO/BBD (La Barbade)	2,71920
EURO/SGD (Singapour)	1,7942	EURO/BRL (Brésil)	2,3201	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,64710
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,5918	EURO/VEF (Vénézuéla)	3,53050	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2748,22	EURO/XCD (Dominique)	3,6709	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	30,1260 SKK